

Unité départementale de la Moselle  
POLYgone - bâtiment GH  
5 rue Hinzelin - CS 50551  
57009 Metz Cedex

Metz, le 16/04/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2026

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**Cyclamen SAS**

RD662  
Lieu-dit Bannstein  
57230 Éguelshardt

Références : EGUELSHARDT\_CYCLAMEN\_2026-04-16\_RAPVI\_JPBM\_02690  
Code AIOT : 0003014111

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2026 dans l'établissement Cyclamen SAS implanté RD662 Lieu-dit Bannstein 57230 Éguelshardt. L'inspection a été annoncée le 23/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a eu pour objectif de contrôler la conformité des activités de Cyclamen vis-à-vis de la réglementation relative aux déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Cyclamen SAS
- RD662 Lieu-dit Bannstein 57230 Éguelshardt

- Code AIOT : 0003014111
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cyclamen est installée à Eguelshardt depuis 2019. L'installation a été déclarée le 27 septembre 2019 (preuve de dépôt n°A-9-J35BJ7SB7, puis enregistrée le 12 janvier 2022 (arrêté d'enregistrement DCAT/BEPE/n°2022-10 du 12 janvier 2022), pour une activité de tri de métaux présents dans des mâchefers.

Cyclamen est notamment soumise à :

- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en raison de son activité de tri de métaux (rubrique 2713) pour une superficie totale de 4 570 m<sup>2</sup> ;
- l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Registre chronologique des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 (partiel) et article L. 541-2 du code de l'environnement	Demande d'action corrective	3 mois
6	Registre chronologique des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2 (partiel) et article L. 541-2 du code de l'environnement	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réception des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 – II a) (partiel)	Sans objet
2	Réception des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 – III a) (partiel)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Gestion des déchets refusés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 – III d)	Sans objet
4	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 – IV (partiel)	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rapport établi consécutivement à cette visite laisse apparaître cinq non-conformités :

- l'absence de l'indication de déchets POP (Polluants Organiques Persistants) dans le registre des déchets entrants et celui des déchets sortants ;
- l'absence de l'adresse postale du transporteur dans le registre des déchets entrants et celui des déchets sortants ;
- l'absence de la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement dans le registre des déchets sortants.

L'inspection demande à l'exploitant de compléter son tableau avec les éléments manquants conformément à la réglementation sous un délai de 1 mois.

Des interrogations portent également sur les codes "déchets" choisis pour définir les déchets entrants et sortants du site. L'exploitant doit apporter tout justificatif dans un délai maximal de 3 mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Réception des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 – II a) (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure d'information préalable
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- source (producteur) et origine géographique du déchet ;</li> <li>- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;</li> <li>- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) [...]</li> <li>- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;</li> <li>- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; [...]</li> </ul>
<b>Constats :</b>

<p>Lors de la visite, l'exploitant présente à l'inspection les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le producteur et l'origine géographique du déchet ;</li> <li>- les informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;</li> <li>- les données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) ;</li> <li>- l'apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;</li> <li>- le code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.</li> </ul> <p>Tous ces éléments apparaissent dans la fiche d'acceptabilité préalable établie lors de la réception des déchets.</p> <p>L'exploitant a également montré à l'inspection le protocole d'acceptabilité des déchets.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Réception des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 – III a) (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure d'admission</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;</li> <li>- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;</li> <li>- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;</li> <li>- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant présente à l'inspection les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la réalisation d'un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, grâce à un détecteur utilisé manuellement ;</li> <li>- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement ;</li> <li>- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement. L'exploitant complète ce contrôle en prenant diverses photos de l'amas de déchets déchargé à l'intérieur de l'extension ;</li> <li>- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.</li> </ul> <p>Pour autant, l'inspection n'a pas assisté à un déchargement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : Gestion des déchets refusés

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 – III d)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure d'admission</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou</li> <li>- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.</li> </ul> <p>L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.</p> <p>Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.</p> <p>Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Durant la visite, l'exploitant explique que lorsqu'il manque un ou plusieurs documents, il contacte immédiatement le siège du transporteur et/ou le producteur des déchets.</p> <p>Par ailleurs, lorsque les plaques d'immatriculation du tracteur et de la remorque ne correspondent pas aux documents ou au planning de réception des déchets, l'exploitant contacte également le siège du transporteur et/ou le producteur.</p> <p>L'exploitant indique que lorsque le chargement n'est pas conforme aux documents préalables, une alvéole est vidée, et le chargement douteux y est entreposé le temps de lever les doutes sur la conformité ou non du chargement. Souvent, en cas de refus et donc de réexpédition d'un chargement, plusieurs jours sont nécessaires au transporteur afin de ramener le chargement à son expéditeur. Il s'agit d'une problématique liée à la disponibilité d'une remorque pour le renvoi, le chargement étant rarement réexpédié le jour-même.</p> <p>L'exploitant explique aussi, qu'il n'y a pas d'alvéole dédiée uniquement aux chargements refusés. Pour autant, une étiquette, placée sur chaque alvéole, ainsi qu'une signalétique spécifique (barrière) permet de bien déterminer un chargement destiné à être retourné à l'expéditeur.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Stockage des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 – IV (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entreposage des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant</p>

tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. « Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. » L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne.

[...]

#### **Constats :**

L'exploitant explique que sa zone de stockage est constitué d'alvéoles. Sur chaque alvéole est installée une étiquette permettant aux employés de savoir quelles sont les caractéristiques de l'amas (déchets arrivés, en cours de tri, triés ; proportion du métal trié dans les amas prêt à être expédié..).

Durant la visite du site, l'inspection a constaté la présence d'étiquette pour chaque alvéole.

Chaque lundi, le responsable production et logistique réalise manuellement la mise à jour de l'état des stocks.

L'exploitant indique qu'à partir d'avril 2026, cette mise à jour de l'état des stocks sera automatique en scannant un QR code sur les documents d'entrée et de sortie des déchets. L'exploitant a d'ailleurs présenté à l'inspection son dernier état des stocks ainsi que son bilan annuel pour l'année 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 5 : Registre chronologique des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 (partiel) et article L. 541-2 du code de l'environnement

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traçabilité des déchets entrants

#### **Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet [...]

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement [...]

- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m<sup>3</sup> ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de

collecte des déchets ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;

- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### Article L. 541-2 du code de l'environnement

« Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

« Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

« Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.

#### Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection son registre des entrants sous forme d'un tableur.

Il n'est pas indiqué dans le tableur s'il s'agit de déchets POP (Polluants Organiques Persistants), ni l'adresse postale du transporteur.

L'adresse des fournisseurs est disponible dans un autre logiciel appelé "Base access".

Le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 n'apparaît pas non plus dans le tableur. Pour autant, contrairement à la dénomination de déchets POP ou l'adresse postale du transporteur, l'exploitant dispose tout de même de l'annexe VII le cas échéant. Les autres informations demandées réglementairement sont présentes dans ce tableur.

Par ailleurs, des interrogations sont apparues lors de l'appréciation des codes déchets utilisés par l'exploitant.

Ainsi, les déchets entrants comportent uniquement le code déchet "19 12 03" - "métaux non ferreux", alors que le code "19 01 02" - "déchets de déferrailage des mâchefers" semble plus



<p>approprié, notamment au regard de la désignation NF/IBA (Non Ferrous/Incinerator Bottom Ash) relevée dans les divers documents présentés.</p> <p>Pour rappel, au titre du L 541-2 du code de l'environnement, le "détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers"</p> <p>Aussi, l'inspection demande à l'exploitant de préciser et justifier le code déchet qu'il emploie sous un délai de 3 mois.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- compléter son tableur avec les éléments manquants conformément à la réglementation,</li> <li>- préciser et justifier le code déchet qu'il emploie,</li> </ul> <p>sous un délai de 3 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 6 : Registre chronologique des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2 (partiel) et article L. 541-2 du code de l'environnement</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des déchets sortants</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement [...]</li> <li>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> </ul> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de</li> </ul>

l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

[...]

#### Article L. 541-2 du code de l'environnement

« Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

« Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

« Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.

#### Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection son registre des sortants sous forme d'un tableur.

De la même façon que dans le registre des déchets entrants, il n'est pas indiqué dans le tableur s'il s'agit de déchets POP (Polluants Organiques Persistants), ni l'adresse postale du transporteur. De même, l'adresse des destinataires est disponible dans un autre logiciel appelé "Base access".

Il manque également la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Les autres informations demandées réglementairement sont présentes dans ce tableur.

Par ailleurs, des interrogations sont apparues lors de l'appréciation des codes déchets utilisés par l'exploitant.

Ainsi, le code déchet employé pour les déchets sortants pour les fractions "minérales" valorisables est uniquement "19 12 09" - "minéraux (par exemple sable, cailloux)", alors que notamment le code déchet "19 01 02" - "déchets de déferrailage des mâchefers" pourrait être applicable.

Pour rappel, au titre du L 541-2 du code de l'environnement, le "détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers"

Aussi, l'inspection demande à l'exploitant de préciser et justifier le code déchet qu'il emploie

pour ses déchets valorisables sous un délai de 1 mois.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de :  - compléter son tableur avec les éléments manquants conformément à la réglementation,  - préciser et justifier le code déchet qu'il emploie pour ses déchets valorisables.  sous un délai de 1 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois